



Ils doivent changer de cap. Othman Saadi, futur ambulancier, et Necla Akkaya, universitaire en recherche d'une place d'apprentissage d'employée de commerce, entourent leur coach, Fabienne Hostettler. LDD

Un diplôme sur le tard

QUALIFICATION Comment remettre en selle des personnes émergeant à l'aide sociale ou des travailleurs précaires? Une fondation soutient cinquante citoyens bernois motivés à se former.

PAR NICOLE HAGER

➔ En Suisse, quelque 400 000 personnes de plus de 25 ans, actives dans le monde du travail, n'ont aucun diplôme professionnel. En n'étant pas qualifiées, elles ne peuvent prétendre qu'à de bas salaires en exerçant la plupart du temps des activités auxiliaires dans des branches comme l'hôtellerie, la restauration, le bâtiment, les soins ou encore le secteur du nettoyage et l'industrie. Elles sont aussi davantage touchées par le chômage, leur formation lacunaire ne leur permettant pas de répondre aux exigences croissantes des entreprises. Leurs risques d'émarger aux œuvres sociales s'en trouvent accrus. Le projet «Deuxième chance pour une première formation» offert à ces personnes qui ont manqué l'opportunité de se former au terme de leur scolarité obligatoire, en arrivant en Suisse ou qui ont interrompu leur formation, une deuxième chance de parvenir à une certification pour prévenir tout risque de paupérisation.

Dans une autre vie, il sauvait des vies. Othman Saadi, 32 ans, était sapeur-pompier en Algérie. Necla Akkaya, elle, peut se prévaloir d'une licence en archéologie, obtenue dans son pays d'origine, la Turquie. L'exil est venu chambouler tous leurs projets professionnels. En Suisse, les deux trentenaires ont dû repartir de zéro. Malgré une bonne maîtrise du français, tant pour l'un que pour l'autre, leurs diplômes ne valent rien ou pas grand-chose. Lui vit de travaux temporaires, mais rêve d'un emploi fixe d'ambulancier qu'un diplôme en bonne et due forme lui permettrait d'exercer. «Je ne veux pas me retrouver aux œuvres sociales.» Necla Akkaya, elle,

ne se fait aucune illusion. Bien qu'elle soit très qualifiée, elle ne trouvera rien dans son domaine d'études. Elle mise tout sur un apprentissage d'employée de commerce, une formation dans laquelle elle pourra mettre en valeur ses compétences tant linguistiques qu'organisationnelles.

250 candidats, 50 élus

Grâce au projet pilote «Deuxième chance pour une première formation», lancé par la fondation bernoise Stanley Thomas Johnson, leur projet de formation devrait devenir réalité.

Mis sur pied pour la seconde fois, ce projet propose à une cinquantaine d'habitants du canton de Berne de plus de

25 ans et sans diplôme professionnel – reconnu en Suisse – d'acquiescer une première certification. Comme 250 autres personnes, Othman Saadi et Necla Akkaya n'ont pas hésité à faire part de leur intérêt pour une telle démarche. Les responsables de la fondation Johnson ont retenu leur dossier en s'appuyant sur leur CV, des tests en ligne et des entretiens évaluant la motivation et l'adéquation des candidats à leur projet professionnel. Aujourd'hui, les personnes sélectionnées bénéficient d'un accompagnement personnalisé sous forme de coaching, mais également d'un soutien financier, selon les besoins. Le but est qu'elles puissent atteindre une autonomie financière,

sachant qu'une qualification professionnelle est un des moyens essentiels de prévention contre la pauvreté.

Coordination biennoise

Dans le cadre de ce projet, le frac accompagne une vingtaine de personnes de Bienne, du Seeland et du Jura bernois à acquiescer des compétences et à obtenir un diplôme professionnel. Sur l'ensemble du canton, le centre biennois d'information et de consultation pour construire sa vie professionnelle a également été mandaté par la fondation Johnson pour assurer la coordination du coaching de tous les candidats à une première certification. Il s'agit pour les coaches et conseillers qui les accompagnent d'assurer un suivi jusqu'à l'obtention du diplôme visé.

Un cumul de handicaps

Fabienne Hostettler, conseillère et coach au frac, suit étroitement une dizaine de personnes, de tous horizons, dans cette démarche qui n'a rien d'évident.

«La plupart de ces personnes cumulent les handicaps pour entamer une formation en étant déjà trentenaires et, dans la moitié des cas, d'origine étrangère. Dans la région, c'est

déjà un défi pour un francophone de trouver une place d'apprentissage. Pour un adulte, c'est encore plus dur. Imaginez pour un adulte d'origine étrangère.»

Necla Akkaya en fait l'amère expérience. L'universitaire ne compte plus le nombre de postulations envoyées dans toute la Suisse romande ou presque.



Nous avons des personnes qui en veulent et mettent tout en œuvre pour y parvenir, mais on ne leur offre pas la possibilité d'y parvenir.»

FABIENNE HOSTETTLER
CONSEILLÈRE ET COACH AU FRAC

«Pour des questions de distance, j'ai renoncé à postuler en Valais». En vain, jusqu'à présent. «On ne nous donne même pas la chance de montrer nos capacités», soupire l'universitaire.

Multiple appuis

Fabienne Hostettler déplore le double langage qui sous-tend l'intégration des migrants: «D'un côté, on leur reproche de

nous coûter cher, mais, de l'autre côté, quand on a des personnes qui en veulent et mettent tout en œuvre pour sortir de leur condition, on ne leur en offre pas la possibilité. La société et les employeurs auraient pourtant tout à gagner de l'intégration professionnelle de personnes avec un tel potentiel.»

La conseillère du frac s'emploie à faire passer le message, mais aussi à insérer ses protégés dans le marché du travail. Pour y parvenir, Necla Akkaya est en contact régulier avec sa coach. «Elle me soutient dans mes démarches, me conseille dans l'élaboration de mon dossier de postulation, m'aide dans mes recherches de place d'apprentissage.»

Othman Saadi maintient, lui, aussi, un lien constant avec sa coach. Pour espérer conduire un jour une ambulance, il a besoin de passer deux permis de conduire différents. Il entend financer le permis de base par ses propres moyens et la fondation Stanley Thomas Johnson viendra en appoint pour son second permis. Il s'agit aussi de valider l'expérience acquise en Algérie et de préparer son dossier de postulation pour être accepté dans une école d'ambulancier. Son rêve prend forme.

Une troisième édition en perspective

La fondation Stanley Thomas Johnson, du nom d'un industriel actif dans l'aéronautique et décédé dans les années 50, est basée à Berne. Elle soutient des projets dans les domaines de la culture, de l'humanitaire et de la recherche médicale au niveau suisse et au Royaume-Uni, eu égard aux origines de son donateur. Dans le domaine de la formation scolaire et professionnelle, elle limite son patronage à des initiatives instituées dans le canton de Berne.

Avant de lancer le projet «Deuxième chance pour une première formation», la fondation Johnson soutenait des projets individuels de formation. «Mais nous avons constaté qu'il était difficile pour des adultes de parvenir au bout de leur formation», fait remarquer Guido Münzel, directeur de la fondation. D'où la

volonté pour celle-ci d'offrir un encadrement adéquat pour mieux accompagner les adultes dans leur processus d'apprentissage. Cette initiative a pris la forme du projet «Deuxième chance pour une première formation». Menée en 2016, en collaboration avec la Direction de l'instruction publique, la première édition a permis à 30 adultes touchés par la pauvreté ou recourant à l'aide sociale d'entamer une formation.

La seconde édition se déroule actuellement. La Direction cantonale de la santé publique et de la prévoyance sociale s'est adjointe aux deux instances de départ pour soutenir ce projet. Une troisième édition pourrait démarrer à l'automne 2020, mais Guido Münzel n'est pas encore en mesure de confirmer cette éventualité.